

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMINEAU LABORATOIRES

93 route de Monnaie
37210 Vouvray

Références : 2026-0100
Code AIOT : 0010000653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement CHEMINEAU LABORATOIRES implanté 93, route de Monnaie 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMINEAU LABORATOIRES
- 93, route de Monnaie 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010000653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Laboratoires CHEMINEAU est spécialisée dans le développement et la fabrication en sous-traitance de médicaments, produits cosmétiques et dispositifs médicaux pour le compte d'autres laboratoires.

Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2001, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 28/03/2008, 22/07/2010, 18/12/2012, 10/03/2015 et 05/11/2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Consignation, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	RIA et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.4.1 et 2.VIII.4.2.3.b	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Réalisation d'un exercice incendie POI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Rétention des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 04/04/2001, article 2.II.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Stockage de palettes bois à proximité de l'entrepôt	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 2.III	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Etiquetage cuve DME	Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés en cas de liquides et solides liquéfiabiles combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté : "[...] le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 réalisé par TYCO le 24/09/2024. Ce document identifie des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système et des points de non-conformité - à lever au plus vite : - Présence de liquides inflammables partiellement sur rétention incompatible avec la protection</p>

sprinkleur actuelle (risque potentiel d'échec)

- Bureau réception-expédition non protégé,
- Stockage de matières combustibles (fûts et containers en plastique) à moins de 10 m du bâtiment protégé,
- Stockage trop élevé au niveau du rack entre laboratoire et ambulance et les quais,
- Stockage trop élevé au niveau de l'échantilloteur.

L'exploitant précise qu'il est prévu la mise en conformité de l'installation (environ 530k€) et le remplacement des racks de stockage (environ 500k€) au 1er semestre 2025.

L'écart [constaté initialement le 06/02/2024] est maintenu : Le réseau d'extinction automatique d'incendie présente plusieurs points de non-conformité à la règle APSAD R1, dont une non-conformité avec risque potentiel de mise en échec."

Ce constat avait fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/12/2024.

Par courrier du 19/08/2025, l'exploitant a sollicité une prolongation du délai prévu par l'arrêté du 10/12/2024. A cet effet, il a transmis 4 bons de commande ainsi qu'un planning révisé des actions correctives en cours.

Un arrêté préfectoral modificatif de mise en demeure a été pris le 13/10/2025, portant jusqu'au 31/12/2025 le délai pur la mise en œuvre des actions correctives en réponse aux non-conformités identifiées dans le rapport de vérification semestrielle du système d'extinction automatique incendie de septembre 2024 (objet de la mise en demeure).

Lors de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de vérification semestrielle Q1 réalisé par TYCO et daté du 01/12/2025. Ce compte-rendu identifie toujours des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système.

Au jour de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'inspection a constaté les actions correctives suivantes :

- les tuyauteries ont été mises en place pour protéger le bureau réception-expédition ;
- le stockage extérieur de matières combustibles (fûts et containers en plastique vides souillés) placé à moins de 10 m du bâtiment protégé a été maintenu. Toutefois, les parois du bâtiment protégé ont été aménagées avec des têtes de sprinklage extérieures suite aux recommandations du prestataire TYCO ;
- les stockages précédemment trop élevés au niveau de l'échantilloteur ont été modifiés ;
- les racks de stockage ont été remplacés.

Concernant les liquides inflammables, stockés sur deux niveaux de racks (niveau sol et niveau +1), les nouvelles tuyauteries ont été mises en œuvre. Cependant, les réserves d'émulseur n'étaient toujours pas présentes sur site au jour de la visite (réception de la cuve de 3500 L prévue en semaine 7 ou semaine 8).

Par ailleurs, les tuyauteries de sprinklage n'ont pas encore été mises en œuvre au niveau du stockage à proximité des quais, la réalisation des travaux nécessitant l'intervention préalable d'un huissier de justice pour procéder à l'élimination des déchets.

L'exploitant a présenté un courriel d'échange avec le prestataire TYCO daté du 23/01/2026, détaillant les actions en cours et le planning prévisionnel associé, allant jusqu'en semaine 11.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est maintenu : le réseau d'extinction automatique d'incendie présente plusieurs points de non-conformité à la règle APSAD R1, dont une non-conformité avec risque potentiel de mise en échec. L'exploitant n'a pas satisfait à l'article 1 de l'arrêté préfectoral modificatif de mise en demeure du 13/10/2025.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : RIA et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.4.1 et 2.VIII.4.2.3.b
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 2.VIII.4.1</u> L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'extincteurs [...]</p> <p><u>article 2.VIII.4.2.3.b</u> Les moyens de lutte, comportent : des robinets d'incendie armés, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté : "Le réseau RIA du site n'est pas conforme à un référentiel reconnu".</p> <p>Par courrier du 28/05/2025, l'exploitant a transmis une ébauche de planning prévisionnel de remise en conformité du réseau RIA, avec une atteinte de la conformité envisagée au 31/08/2025. Au jour de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'exploitant a indiqué qu'aucune proposition technique et commerciale de mise en conformité n'a été émise ou validée, et aucune action corrective n'a été réalisée. Les travaux du système d'extinction automatique incendie ayant été identifiés comme étant prioritaires, le sujet de la remise en conformité du réseau RIA a été</p>

dépriorisé.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est maintenu : le réseau RIA du site n'est pas conforme à un référentiel reconnu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un échéancier de mise en conformité du réseau RIA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Réalisation d'un exercice incendie POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté :
"Il n'a pas été réalisé d'exercice incendie sur le site depuis plus de 3 ans."

Par courrier du 28/05/2025, l'exploitant a indiqué qu'un exercice sera organisé au cours du second semestre 2025.

Au jour de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'exploitant a indiqué qu'aucun exercice de défense incendie n'avait été réalisé en 2025.

Par courriel du 06/02/2026, l'exploitant a indiqué l'organisation d'un exercice le 18/02/2026.

Conclusion :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice de défense contre l'incendie du 18/02/2026. Dans l'attente de cette transmission, l'écart précédemment identifié est maintenu : il n'a pas été réalisé d'exercice incendie sur le site depuis plus de 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Stockage de palettes bois à proximité de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 2.III

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

[...] La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage

<p>extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté : "La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et le stockage extérieur (palettes bois) est inférieure à 10 mètres".</p> <p>Par courrier du 28/05/2025, l'exploitant a indiqué que l'enlèvement des palettes avait été effectué le 02/10/2024, et a transmis des photos justificatives. Lors de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'inspection a constaté l'absence de stockage de palettes bois à l'extérieur du bâtiment de stockage.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétention des liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2001, article 2.II.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 p. 100 de la capacité totale des réservoirs associés. [...] <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 p. 100 de la capacité totale des fûts ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté :</p>

"Un fût de liquide inflammable est stocké sans rétention associée".

Par courrier du 28/05/2025, l'exploitant a indiqué l'enlèvement du fût sans rétention ainsi que la réorganisation du stockage des liquides inflammables.

Lors de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'inspection a constaté la présence d'un fût de diéthylamine (n°2500005582) stocké sans rétention.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est maintenu et reformulé : l'exploitant n'associe pas une capacité de rétention adéquate à tout stockage de liquide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives (incluant une sensibilisation auprès du personnel) et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etiquetage cuve DME

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2001, article 2.VIII.1.4

Thème(s) : Produits chimiques, Identification

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2024

Prescription contrôlée :

[...] A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses et à la réglementation relative au transport des matières dangereuses par route. [...]

Constats :

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 01/10/2024, l'écart suivant avait été constaté :
"La cuve de DME ne présente pas un étiquetage lisible".

Par courrier du 28/05/2025, l'exploitant a transmis les photos du nouvel étiquetage mis en place sur la cuve DME.

Lors de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'inspection a pu visualiser le nouvel étiquetage de la cuve DME.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite